

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 14/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées
Visites d'inspection du 03/04/2023 et du 17/07/2020

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SA CONDI SERVICES

32 rue de Wasquehal
59420 Mouvaux

Références : APMD du 09/06/2020
Code AIOT : 0007001877

1) Contexte

Le présent rapport rend compte des inspections réalisées les 17/07/2020 et 03/04/2023 dans l'établissement SA CONDI SERVICES implanté 52 rue d'Amsterdam 59200 Tourcoing. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite fait suite aux visites d'inspection des 20/09/2019 et 17/09/2020 et à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 09/06/2020. Elle a pour objet de faire un point sur la régularisation du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SA CONDI SERVICES
- 52 rue d'Amsterdam 59200 Tourcoing
- Code AIOT : 0007001877
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Créée en 1987, reprise par Hubert Coisne en 2018, la société CONDI SERVICES est un prestataire de solutions logistiques sur mesure.

Basée sur plusieurs sites, en métropole lilloise et à proximité de la plateforme multimodale de Dourges, CONDI SERVICES est en connexion immédiate avec les donneurs d'ordre de la vente à distance (VAD), du e-commerce, de la vente au détail (retail) et du transport. L'entreprise compte plus de 180 collaborateurs sur 4 sites (Mouvoux, Tourcoing, Oignies et Libercourt).

Concernant le site de Toucoing :

Historiquement, la Blanche Porte (filiale du groupe 3SI – 3 Suisse International) disposait d'un ensemble de bâtiments situés 52 rue d'Amsterdam pour son activité de vente à distance de prêt-à-porter. En 2013, la société a changé d'enseigne et est devenue la société DISPEO.

En 2018, le site a été scindé en 2 avec une reprise d'exploitation par 2 sociétés différentes :

- bâtiments H, I, J, K, L et M, repris par la société CONDI-SERVICES ;
- bâtiments O à U et 1 à 7, repris par la société VILOGIA.

Les 6 bâtiments dénommés H, I, J, K, L et M représentent un volume de 87 034 m³.

Le récépissé de déclaration de reprise d'exploitation a été délivré à la société CONDI-SERVICES le 20 juin 2018.

L'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 octobre 1995, complété par l'arrêté préfectoral du 14 juin 2010, délivrés à la BLANCHE PORTE, encadrent l'activité du site.

Le site CONDI-SERVICES de Tourcoing emploie 20 salariés et stocke du textile (linge de lit), des produits d'ameublement et décoration, de la bière et des produits de parapharmacie.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- APMD du 09/06/2020

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Arrêté de mise en demeure du 09/06/2020	AP de Mise en Demeure du 09/06/2020, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En réponse à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 09/06/2020, l'exploitant a engagé plusieurs actions visant à la mise en conformité du site.

Il convient que l'exploitant finalise les actions en cours, l'ensemble devant être présenté dans un rapport à porter à connaissance comportant l'ensemble des évolutions apportées et justificatifs utiles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Arrêté de mise en demeure du 09/06/2020

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/06/2020, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, sécurité incendie
Prescription contrôlée : Article 1 – La société CONDI SERVICES exploitant un entrepôt couvert sis 52 rue d'Amsterdam 59201 TOURCOING est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 5.2, 14.3.2,

15.2.2, 15.2.8, 15.4.4 et 19.1 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 1995 susvisé et des articles 12 et 22 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé en :

- assurant le confinement des eaux d'extinction incendie ;
 - disposant d'un matériel électrique conforme aux normes ;
 - augmentant la surface de désenfumage ;
 - ajoutant des commandes de désenfumage à proximité des issues de secours ;
 - ajoutant des issues de secours ;
 - démontrant que le besoin en eau de 330 m³/h est satisfait ;
 - portant à la connaissance du Préfet les modifications d'exploitation apportées au site ;
 - mettant en place un système de détection automatique d'incendie ;
 - assurant la bonne maintenance de tous les matériels de sécurité, notamment les portes coupe-feu et le système de désenfumage ;
- dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant a déposé un porter à connaissance complété à deux reprises en mars 2022 et en décembre 2022. Afin de disposer d'un document unique intégrant l'ensemble des éléments techniques soulevés, il convient que l'exploitant produise un document intégrant l'ensemble des points actualisés pour une bonne compréhension.

Une fois l'ensemble des éléments vérifiés et complétés par l'exploitant, compte tenu du fait que les sujets portent sur la sécurité incendie, le PAC sera soumis à l'avis du SDIS.

Toutefois, pour les points suivants :

- confinement des eaux d'extinction incendie :

L'exploitant a créé des murs qu'il considère coupe feu afin de réduire la surface non recoupée prise en compte dans les documents techniques D9 (évaluation des besoins en eau d'extinction incendie) et D9A (évaluation des besoins en rétention des eaux potentiellement polluées).

Les calculs actualisés D9 et D9A ont été communiqués dans le complément au PAC version 2 de décembre 2022. Les besoins en eau d'extinction sont estimés à 360 m³/h et les besoins de rétention) 890 m³. La rétention serait assurée via un bassin de confinement de 800m³ et des réseaux surdimensionnés des eaux.

Toutefois, lors de la visite d'inspection, il est constaté que les murs coupe-feu construits ne semblent pas pouvoir être considérés comme REI 120 car ils sont non jointifs jusqu'au bout (espace entre la charpente et le mur). Ce point doit être vérifié pour pouvoir valider toute solution technique.

- matériel électrique conforme aux normes : la situation est conforme

- surface de désenfumage :

La société SARL TGF a repris l'ensemble de l'étude de la société SIA sur la base des 2 % de surface de désenfumage de l'arrêté ministériel. Compte tenu du courrier de l'exploitant du 03/08/2020 dans lequel il apparaissait encore beaucoup d'éléments à valider, il convient que l'exploitant expose dans son PAC à venir les éléments techniques en place.

- commandes de désenfumage à proximité des issues de secours : voir le point ci-dessus, le nombre de commande de désenfumages fait partie des points à valider.

- ajoutant des issues de secours: dans son courrier du 08/08/2020, l'exploitant a exposé l'ensemble des issues disponibles par cellules. L'exploitant doit s'assurer que les solutions proposées, notamment pour la cellule B et de la mezzanine de la cellule B ne viennent pas en

contradiction avec les dispositions du code du travail.

- **besoin en eau de 330 m³/h** : le calcul actualisé des besoins en eau d'extinction conduit à un volume de 360 m³/h. Le PAC doit apporter les modalités retenues pour obtenir le volume nécessaire. Un calcul des débits en simultané est nécessaire.

- **porter à la connaissance du Préfet les modifications d'exploitation apportées au site** : le PAC est initié.

- **système de détection automatique d'incendie** : le système de détection incendie est en œuvre.

- **maintenance de tous les matériels de sécurité** : les opérations d'entretien sont réalisées.

Type de suites proposées : Sans suite